

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

Commission de Supervision des Assurances

وزارة المالية

لجنة الإشراف على التأمينات

Le Président

الرئيس

N° CSA/Président.

رقم ل إ ت / الرئيس.

Règlement n° 04 du 06 NOV. 2024 relatif aux obligations des assujettis en matière d'assurance, au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive.

Le Président de la Commission de supervision des assurances,

- Vu l'ordonnance n° 95-07 du 23 chaabane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, relative aux assurances ;
- Vu la loi n° 05-01 du 27 Dhou el Hidja 1425 correspondant au 6 février 2005, modifiée et complétée, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme;
- Vu la loi n° 18-07 du 25 Ramadhan 1439 correspondant au 10 juin 2018 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel ;
- Vu le décret exécutif n°08-113 du trois Rabie Ethani 1429 correspondant au 9 avril 2008, précisant les missions, de la Commission de supervision des assurances ;
- Vu le décret exécutif n° 22-36 du Aouel Joumada Ethania 1443 correspondant au 4 janvier 2022 fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) ;



- Vu le décret exécutif n° 23-428 du 15 Joumada El Oula 1445 correspondant au 29 novembre 2023 relatif à la procédure de gel et/ou de saisie des fonds et biens dans le cadre de la prévention et de la lutte contre le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive ;
- Vu le décret exécutif n° 23-429 du 15 Joumada El Oula 1445 correspondant au 29 novembre 2023 relatif au registre public des bénéficiaires effectifs des personnes morales de droit algérien;
- Vu le décret exécutif n° 23-430 du 15 Joumada El Oula 1445 correspondant au 29 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'exercice par les autorités de régulation, de contrôle et/ou de surveillance de leurs missions dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, à l'égard des assujettis, notamment ses articles 2 et 3;
- Vu le décret exécutif n° 24-242 du 17 Moharram 1446 correspondant au 23 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des programmes de contrôle interne, par les assujettis, dans le cadre de la prévention du blanchiment d'argent, du financement du terrorisme et du financement de la prolifération des armes de destruction massive;
- Vu le décret présidentiel du 14 Dhou El Hidja 1443, correspondant au 13 juillet 2022, fixant la liste nominative des membres de la commission de supervision des assurances ;
- Vu le décret présidentiel du 18 Dhou El Hidja 1445, correspondant au 24 juin 2024, portant nomination du président de la commission de supervision des assurances.

Après délibération de la commission de supervision des assurances en date du 23 octobre 2024.

Emet le règlement dont la teneur suit :



Article 1^{er} : Le présent règlement vise à définir les obligations liées à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, imposées aux sociétés d'assurance et / ou de réassurance et des courtiers d'assurance, agréées.

Le présent règlement est constitué des neuf chapitres ci-après :

- Chapitre 1 - Approche basée sur les risques.
- Chapitre 2 - Devoirs de vigilance envers la clientèle.
- Chapitre 3 - Conservation des documents.
- Chapitre 4 - Déclaration de soupçon.
- Chapitre 5 - Pays à hauts risques.
- Chapitre 6 - Informations et Formation / Contrôle Interne.
- Chapitre 7- Le Groupe et Filiales.
- Chapitre 8 - Mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité.
- Chapitre 9 - Sanctions.

Article 2 : Les termes et expressions contenus dans le présent règlement ont les significations qui leurs sont attribuées ci-dessous :

- **Les Assujettis :** Les sociétés d'assurance et/ou de réassurance et les courtiers d'assurance, agréés conformément aux dispositions de l'ordonnance n°95-07 du 23 chaabane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, sus visée.
- **Client :** La personne physique ou morale qui traite avec la société d'assurance et/ou de réassurance et le courtier d'assurance, agréés.
- **Client occasionnel :** Le client qui n'est pas lié à la société d'assurance et/ou de réassurance et le courtier d'assurance par une relation d'affaires continue.
- **Relation d'affaires :** La relation qui s'établit entre le Client et toute société d'assurance et/ou de réassurance et le courtier d'assurance, liée à toute activité.
- **Le bénéficiaire effectif :** La ou les personnes physiques qui, in fine :
 1. Détiennent ou contrôlent le client, l'agent du client ou le bénéficiaire des contrats d'assurance ;
 2. La personne physique pour laquelle une transaction est réalisée ou pour laquelle une relation d'affaires est conclue ;
 3. Des personnes qui, ultimement, exercent un contrôle effectif sur la personne morale.
- **La Personne Politiquement Exposée :** Tout Algérien, étranger, élu ou nommé, qui a exercé ou exerce en Algérie ou à l'étranger de hautes fonctions législatives, exécutives, administratives ou judiciaires, ainsi que les hauts responsables des partis politiques, et les personnes qui exercent ou ont exercé des fonctions importantes au sein ou pour le compte d'une organisation internationale.



- **Le Groupe financier** : Un groupe constitué d'une société mère ou d'un autre type de personnes morales qui détiennent des actions majoritaires et coordonnent leurs fonctions avec le reste du groupe pour appliquer ou mettre en œuvre un contrôle sur le groupe en vertu des principes fondamentaux, conjointement avec les succursales et/ou les filiales soumises à des politiques et procédures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive au niveau du groupe.

Article 3 : Les assujettis doivent se conformer au devoir de vigilance et, à ce titre, ils doivent mettre en œuvre un programme écrit de prévention, de détection et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive. Et prendre en compte la dimension commerciale et les risques associés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme et au financement de la prolifération des armes de destruction massive, qui comprennent notamment :

- Les politiques,
- Les procédures,
- Le contrôle interne.

Chapitre 1 - Approche basée sur les risques

Article 4 : Les assujettis sont tenus de prendre les mesures suivantes :

- a) Effectuer une évaluation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive en identifiant, en évaluant et en comprenant ces risques, en fonction de la nature de l'assujetti et de sa taille, ainsi que l'étendue de ses activités. Cette évaluation doit comprendre :
 - des informations ou des résultats de toute évaluation des risques réalisée par l'Etat ;
 - Identification, évaluation et compréhension des risques des clients, des pays ou des régions géographiques, des produits et des services, des opérations, les canaux de livraison ou canaux de prestation de services ;
 - Tenir compte de tous les facteurs de dangers connexes avant de déterminer le niveau général des risques, et le niveau approprié et le type de mesures à appliquer pour atténuer ces risques.
- b) Mettre à jour les processus d'évaluation périodiquement;
- c) Documenter les opérations d'évaluation qu'ils effectuent, les mettre à jour et les préserver ;
- d) Mettre en place un mécanisme adéquat pour rapporter à l'autorité de contrôle des assurances et les autorités compétentes des résultats des opérations d'évaluation dès leur finalisation ou sur demande ;
- e) Expliquer et diffuser les résultats d'évaluation des risques pour tous les employés de l'assujetti.



Article 5 : Les risques, objet de l'article 4 ci-dessus doivent être analysés et évalués à intervalles réguliers et appropriés, et compatibles avec la nature et la taille de l'assujetti, ainsi qu'avec l'ampleur de ses activités.

Les assujettis doivent également démontrer à l'autorité de contrôle des assurances et les autorités compétentes que les mesures prises pour identifier et évaluer les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive permettent ce qui suit :

- a) Évaluer le profil de risque de la relation commerciale avec chaque Client ;
- b) Identifier les changements dans les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, représentés par les nouveaux produits et services offerts grâce à l'application de nouvelles technologies à leurs services ;
- c) Déterminer le but attendu et la nature de la relation avec chaque Client ;
- d) Identifier et reconnaître tout changement lié aux risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive.

Article 6 : Les assujettis doivent effectuer ce qui suit :

- a) Identifier et évaluer les risques de blanchiment d'argent et de financement de terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive associés au développement de nouveaux services ou produits et de nouvelles pratiques professionnelles, y compris de nouvelles façons de fournir des services, et ceux découlant de l'utilisation de technologies nouvelles ou en cours de développement en relation avec chacun des nouveaux produits et des produits déjà existants ;
- b) Effectuer une évaluation des risques avant de lancer des produits, des pratiques ou des technologies ou leur utilisation;
- c) Prendre des mesures appropriées pour gérer ces risques et les atténuer, outre les risques spécifiques liés aux relations commerciales et les transactions qui n'impliquent pas la présence physique des parties.

Article 7 : Les assujettis doivent effectuer ce qui suit :

- a) Établir des politiques, des contrôles et des procédures approuvées par la direction générale leur permettant de gérer et réduire les risques identifiés (selon leur évaluation ou selon l'évaluation nationale des risques), les superviser et les renforcer si nécessaire ;
- b) S'assurer, en permanence, du respect des procédures citées ci-dessus et de leur mise à jour régulièrement ;
- c) Surveiller la mise en œuvre des contrôles ci-dessus et les renforcer si nécessaire.
- d) Prendre des mesures renforcées pour gérer les risques et les atténuer lorsque des risques élevés sont identifiés ;
- e) Prendre des mesures simplifiées pour gérer les risques et les réduire lorsque de faibles risques sont identifiés.



Chapitre 2 - Devoirs de vigilance envers la clientèle

Article 8 : Les normes liées à « la connaissance du client » doivent prendre en compte les éléments de base de la gestion des risques et des procédures de contrôle, notamment :

- a) La politique d'acceptation de nouveaux clients ;
- b) L'identification de l'identité de la clientèle, du bénéficiaire effectif, et le contrôle des mouvements et opérations ;
- c) Le contrôle continu sur tous les clients

Avec l'obligation d'approbation des procédures de contrôle visées ci-dessus par l'organe délibérant.

Les assujettis doivent :

- Examiner, avec précision, les transactions effectuées tout au long de la relation d'affaires pour s'assurer qu'elles correspondent avec leur connaissance des clients et leurs activités commerciales, ainsi que leur profil de risques, y compris l'origine des fonds, le cas échéant ;
- S'assurer que les documents, les données ou les informations obtenues suite à l'application du devoir de vigilance sont mis à jour. Cela comprend la révision des éléments existants, en particulier pour les catégories de clientèle à hauts risques.

Concernant les clients existants au moment de l'entrée en vigueur des présentes dispositions, les assujettis doivent appliquer les mesures de vigilance nécessaires en fonction de l'importance des risques qu'ils représentent, et doivent mettre en œuvre, en temps opportun, les mesures de vigilance nécessaires aux relations existantes, en tenant compte des mesures de vigilance antérieures à l'égard des clients.

Article 9 : Les assujettis doivent prendre les mesures de vigilance prévues au présent chapitre lorsque :

- a) Ils établissent des relations d'affaires ;
- b) Il existe un soupçon de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme ou de financement de la prolifération des armes de destruction massive, quel que soit le niveau minimum stipulé dans les règlements ;
- c) Il existe un doute quant à l'exactitude ou l'adéquation des données d'identification du client précédemment obtenues.

Article 10 : Les assujettis doivent prendre des mesures d'identification des clients qu'ils soient habituels ou occasionnels, locaux ou étrangers et ce, en obtenant les informations suivantes :

- a) Si le client est une personne physique :
 - Vérifier l'identité de la personne physique à travers les documents (notamment les



documents originaux en cours de validité comprenant une photo à savoir la carte d'identité nationale, le passeport), et au minimum le nom et prénom du client, sa nationalité, sa date et lieu naissance, et son adresse permanente, le numéro de la carte d'identité ou du passeport, lieu et date de leur délivrance, nom de la mère, la situation sociale, et le nom du conjoint ;

- Informations sur l'activité économique du client. Cette activité est représentée par la nature du travail ou de l'activité du client, ses sources de revenus et son adresse de travail, nom de l'employeur ou de l'organisme employant et la valeur de revenu mensuel ;
- Informations sur la résidence actuelle, principale ou secondaire, à l'intérieur du pays et/ou à l'étranger;
- Information de contact du client, représentée par le numéro de téléphone du client et son adresse mail ;
- Toute autre information que les assujettis jugent nécessaires d'obtenir, selon la nature et le degré des risques.

b) Si le client est une personne morale, y compris tout type d'organisation à but non lucratif, les assujettis doivent :

1. Comprendre la nature de la personne morale et de ses activités, ainsi que sa structure de propriété et de contrôle ;
2. Identifier et vérifier l'identité de la personne morale en obtenant les informations requises notamment par :
 - La présentation d'un original de son statut et tout document prouvant qu'il est légalement enregistré ou agréé, et qu'il a une existence et une adresse réelles au moment de son identification ;
 - La vérification de l'adresse en présentant un document officiel de preuve de la résidence ;
 - Les pouvoirs qui régissent et engagent la personne morale, ainsi que les noms des personnes concernées qui occupent des fonctions de direction.
3. Déterminer les bénéficiaires effectifs des clients et prendre des mesures adéquates pour vérifier l'identité de ces personnes en utilisant des informations ou des données associées obtenues auprès d'une source fiable, ayant l'assurance de savoir qui est le bénéficiaire effectif ;
4. Pour les agents et courtiers qui travaillent pour le compte d'autrui, ou toute autre personne prétendant agir au nom du client, les assujettis, outre les documents stipulés ci-dessus, doivent vérifier les pouvoirs qui leur sont accordés.

Une copie de chaque document prouvant l'identité, l'agence et l'adresse doit être préservée.



En aucun cas, les assujettis ne doivent ouvrir ou garder des comptes anonymes ou numérotés, ou des comptes sous des noms fictifs, ou traiter avec des personnes non identifiées ou des personnes portant des noms fictifs, ou des banques fictives.

Article 11 : Lorsque le risque de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme ou de financement de la prolifération des armes de destruction massive semble faible et qu'il est nécessaire de ne pas interrompre le déroulement normal de l'activité, l'identité du client et du bénéficiaire effectif doivent être vérifiées avant ou pendant l'établissement de la relation d'affaires, ou l'exécution des transactions pour le cas des clients occasionnels. Par ailleurs, les assujettis peuvent effectuer une vérification après l'établissement de la relation d'affaires à condition que :

- Cela se produit dès que cela est raisonnablement possible ;
- C'est nécessaire pour ne pas perturber le déroulement normal des affaires ;
- Cela permette de gérer les risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, de manière efficace.

Les assujettis doivent adopter des mesures appropriées de gestion des risques par rapport aux circonstances dans lesquelles le client peut profiter de la relation d'affaires avant l'opération de vérification.

Cette opération doit inclure un ensemble de procédures :

- Déterminer des restrictions, des seuils ou des contrôles sur le nombre et les types et/ou la quantité des transactions ou des opérations qui peuvent être effectuées ;
- Identifier les opérations importantes ou complexes qui dépassent les seuils prévus pour ce type de relation.

Il est interdit de reporter l'opération de vérification dans les cas suivants :

- Présence d'indicateurs de risque élevés ;
- Lorsqu'il existe des soupçons de blanchiment d'argent, de financement de terrorisme ou de financement de la prolifération des armes de destruction massive ;
- Lorsqu'il s'agit des informations essentielles d'identification du client, à savoir ; les informations de la carte d'identité ou du passeport, ou les documents d'identité relatifs à la personne morale.

Article 12 : Les assujettis doivent prendre des mesures adéquates selon les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive qui découlent du client et de la relation d'affaires, pour



déterminer les bénéficiaires effectifs, et déterminer si le bénéficiaire est une personne politiquement exposée pour le cas des personnes physiques, et vérifier leur identité à travers les éléments suivants :

- a) Déterminer si le client agit pour lui-même et pour son intérêt, et si tel est le cas, il doit signer une déclaration attestant qu'il est le bénéficiaire effectif de la relation d'affaires ;
- b) Dans le cas où le client n'agit pas pour lui-même et pour son propre compte, ou lorsque les assujettis doutent de la véracité de la déclaration du client, ils doivent déterminer la personne physique ou les personnes physiques bénéficiaires ou les personnes contrôlant ultimement et définitivement la relation d'affaires, ou les personnes pour lesquelles ou à la place desquelles la transaction a été effectuée, ou qui exercent un contrôle final et définitif sur les comptes du client, et déterminer la qualité par laquelle le client agit au nom du bénéficiaire effectif ;
- c) Appliquer les procédures d'identification et de vérification de l'identité de la personne physique prévues dans le présent règlement sur le ou les bénéficiaires effectifs identifiés, conformément aux dispositions du premier alinéa de cet article, de façon à convaincre les assujettis qu'ils ont identifié le bénéficiaire effectif.

Article 13 : Le ou les bénéficiaires effectifs de la personne morale sont déterminés et les mesures nécessaires seront prises pour vérifier leur identité comme suit :

- a) La ou les personnes physiques détenant directement ou indirectement un pourcentage égal ou supérieur à 20 % du capital ou des droits de vote ;
- b) Dans le cas où l'identité du ou des bénéficiaires effectifs n'est pas confirmée, ou si l'identité du ou des bénéficiaires effectifs n'a pas été déterminée après application du critère (a) cité ci-dessus, le bénéficiaire effectif est la ou les personne (s) physique(s) qui exerce (nt) un contrôle effectif ou légal, par tout moyen direct ou indirect, sur l'administration, les organes d'administration ou de direction, ou sur l'assemblée générale, ou sur le déroulement des affaires de la personne morale, à travers la détermination du contenu des décisions prises par l'assemblée générale grâce aux droits de vote dont il dispose, ou par la jouissance, en qualité d'associé ou d'actionnaire, du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres de la direction ou de la gestion, de la société, ou des organes de contrôle, ou d'autres outils de surveillance ou de contrôle ;
- c) En cas de non identification du bénéficiaire (s) effectif (s) selon les deux critères (a) et (b) cités ci-dessus, le bénéficiaire effectif est la personne physique ayant la qualité de représentant légal de la société conformément à la législation en vigueur.



Article 14 : Pour garantir que les données qu'ils détiennent sur les clients sont à jour, les assujettis doivent les mettre à jour annuellement en fonction de l'importance des risques que représente le client.

Toutefois, si les assujettis constatent à un moment donné que les informations dont ils disposent concernant un client sont insuffisantes, ils doivent prendre les mesures nécessaires pour obtenir toutes les informations utiles dans les plus brefs délais.

Article 15 : Les assujettis peuvent appliquer des mesures nécessaires de vigilance simplifiées à l'égard de certains clients à condition que des risques faibles soient identifiés et évalués et que cette évaluation soit cohérente avec les évaluations nationale et sectorielle des risques et avec leurs propres évaluations. Ces mesures doivent être proportionnelles aux facteurs de risque les plus faibles.

Les mesures simplifiées consistent notamment à ce qui suit :

- a) Vérifier l'identité du client et du bénéficiaire effectif après l'établissement de la relation d'affaires ;
- b) Réduire la fréquence des mises à jour des éléments d'identification des clients ;
- c) Réduire l'intensité de la vigilance continue et la profondeur de l'examen des opérations à une limite raisonnable.

Les mesures de vigilance simplifiées ne sont pas acceptables en cas de soupçon de blanchiment d'argent ou de financement de terrorisme ou de financement de la prolifération des armes de destruction massive, ou dans des cas spécifiques présentant des risques plus élevés.

Article 16 : Les sociétés d'assurance, de réassurance et intermédiaires (agent général, courtier) doivent prendre les mesures suivantes, outre les procédures de vigilance requises pour les clients et les bénéficiaires effectifs conformément aux dispositions du présent chapitre :

- a) Prendre des mesures de vigilance sur les bénéficiaires de contrats d'assurance vie et autres produits d'assurance investissement, dès l'identification ou dénomination de ces bénéficiaires :
 - 1. Obtenir le nom de la personne pour les bénéficiaires des personnes physiques ou morales spécifiquement désignées nommément ;
 - 2. Obtenir des informations suffisantes sur les bénéficiaires nommés par des attributs ou des catégories (comme le conjoint ou les enfants au moment où survient l'incident assuré) ou par d'autres moyens comme un testament, pour que les



sociétés d'assurance et de réassurance et intermédiaires (agent général, courtier) puissent identifier le bénéficiaire au moment de l'indemnisation ;

3. Vérification de l'identité des bénéficiaires visés au paragraphe 1 de cet article, au moment de l'indemnisation.

b) Considérer le bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie comme un facteur de risque associé pour déterminer l'applicabilité des mesures requises de vigilance renforcée. Et lorsque les entreprises d'assurance, de réassurance et intermédiaires (agent général, courtier) parviennent à considérer le bénéficiaire de l'assurance comme étant une personne morale à hauts risques, des procédures de vigilance renforcées nécessaires doivent être appliquées conformément aux dispositions du présent règlement, y compris la prise de mesures adéquates pour identifier le bénéficiaire effectif d'un contrat d'assurance et le vérifier au moment de l'indemnisation.

Les entreprises d'assurance, de réassurance et intermédiaires (agent général, courtier) doivent élaborer et prendre les mesures nécessaires pour déterminer si une personne politiquement exposée est bénéficiaire ou bénéficiaire effectif d'un contrat d'assurance vie. Si tel est le cas, elles doivent procéder comme suit :

- Informer la direction générale avant de verser une indemnisation à partir du produit d'assurance-vie et procéder à un examen attentif de la relation d'affaires ;
- Envisager l'envoi d'une déclaration de soupçon à la Cellule de Traitement du Renseignement Financier.

Article 17 : Les assujettis sont tenus d'avoir à leur disposition un système de gestion des risques approprié pour déterminer si le client potentiel ou le client actuel ou le bénéficiaire effectif est une personne politiquement exposée au sens de la loi n°05-01 du 27 Dhou El Hidja 1425, correspondant au 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, modifiée et complétée, mentionnée ci-dessus, et de prendre toutes les mesures adéquates pour déterminer l'origine des fonds et assurer une surveillance renforcée et permanente de la relation d'affaires.

Aussi, ils doivent obtenir l'autorisation de la Direction Générale avant d'entrer en relation d'affaires avec un nouveau client, une personne politiquement exposée, et appliquer les mesures nécessaires aux membres de la famille de la personne politiquement exposée et à ceux qui y sont étroitement associés, comme prévu dans cet article.

Une personne étroitement liée aux personnes mentionnées ci-dessus est toute personne physique connue pour avoir des relations d'affaires étroites avec elles.



Chapitre 3 - Conservation des documents

Article 18 : Les assujettis doivent répondre sans délais aux demandes des autorités compétentes et leur permettre d'accéder aux :

- Documents obtenus en partie, dans le cadre des procédures de vigilance envers la clientèle, les livres de comptes, les correspondances commerciales, ainsi que les résultats de toute analyse réalisée sur une période de cinq (5) ans au moins, après la fin de la relation commerciale ou la date de l'opération occasionnelle ;
- Tous les documents et registres liés aux transactions locales et internationales effectuées sur une période de cinq (5) ans au moins après leur exécution.

Cette documentation doit être suffisante pour permettre la reconstitution des transactions individuelles, afin d'apporter des preuves, si nécessaire, dans le cadre des poursuites pénales.

Chapitre 4 - Déclaration de soupçon

Article 19 : Les assujettis doivent envoyer les déclarations de soupçons dans la forme réglementaire prévue et demander l'accusé de réception.

Les assujettis doivent reporter l'exécution de toute opération liée à des fonds qui semblent provenir ou soupçonnés d'être destinés au blanchiment d'argent et/ou liés au financement du terrorisme et/ou liés au financement de la prolifération des armes de destruction massive, et de la signaler à la Cellule de Traitement du Renseignement Financier.

Le soupçon doit être notifié dès qu'il existe, même s'il n'est pas possible de reporter l'exécution de ces opérations ou après leur réalisation.

Il doit être communiqué sans délai à la Cellule de Traitement du Renseignement Financier tout élément de nature à modifier l'évaluation menée par les assujettis au cours de la déclaration de soupçon, ainsi que toute information permettant de confirmer ou d'infirmer le soupçon.

Aussi, les assujettis doivent respecter les mesures conservatoires prévues dans l'article 18 de la loi n°05-01 relative à la prévention et la lutte contre blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, modifiée et complétée, et veiller à leur application.

Article 20 : La déclaration de soupçon est adressée exclusivement à la Cellule de Traitement du Renseignement Financier. La déclaration de soupçon et ses résultats, ou les informations qui s'y rapportent, envoyées par les assujettis à la Cellule, rentrent dans le cadre du secret professionnel et ne peuvent être communiquées au client ou le bénéficiaire des opérations.

Il est requis des assujettis d'envoyer des informations complémentaires liées à des soupçons de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme ou de



la prolifération des armes de destruction massive sur demande de la Cellule de Traitement du Renseignement Financier dans les délais spécifiés par la Cellule.

Il est requis des assujettis de répondre sans délais à toute autre demande émise par la Cellule de Traitement du Renseignement Financier même si elle n'est liée à aucune déclaration de soupçon.

Article 21 : Si les assujettis ne sont pas en mesure de se conformer aux obligations de vigilance, ils doivent :

- Ne pas ouvrir de compte, ne pas entrer en relation d'affaires ou réaliser des opérations;
- Mettre fin à la relation d'affaires pour les clients actuels;
- Envisager l'envoi de déclarations de soupçon à la Cellule concernant les opérations ou les activités suspectes du client.

Article 22 : Lorsque les assujettis soupçonnent qu'une opération est liée au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme ou au financement de la prolifération des armes de destruction massive, et qu'ils ont des raisons de croire que le client pourrait être informé sur l'application des mesures de vigilance, ils doivent s'abstenir d'effectuer cette action et d'envoyer une déclaration de soupçon à la Cellule de traitement du Renseignement Financier.

Chapitre 5 - Pays à hauts risques

Article 23 : Les assujettis doivent appliquer des mesures de vigilance renforcées sur les relations d'affaires et opérations financières réalisées avec les personnes physiques et personnes morales, y compris les institutions financières des pays définis par la Cellule de Traitement du Renseignement Financier, que ce soit en fonction des décisions du Groupe d'Action Financière ou de la Cellule de Traitement du Renseignement Financier indépendamment. Ces mesures sont :

- a) Mesures de vigilance renforcées prévues dans ce règlement ;
- b) Toute mesure ou procédure renforcée supplémentaire diffusée par l'autorité de contrôle des assurances et/ou par la cellule de Traitement du Renseignement Financier ;
- c) Toute autre mesure renforcée ayant un effet similaire en matière d'atténuation des risques.

Les assujettis doivent également appliquer les procédures diffusées par la Cellule de Traitement du Renseignement Financier concernant les contre-mesures spécifiques aux pays à hauts risques.



Chapitre 6 - Informations et Formation / Contrôle Interne

Article 24 : Les assujettis doivent élaborer et mettre en œuvre des programmes de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, en tenant compte la dimension de l'activité commerciale et les risques résultant du blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, notamment les politiques et procédures de contrôle internes suivantes :

- Nommer au moins un cadre supérieur au niveau de la direction générale, chargé de la conformité en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, chargé de veiller au respect du contrôle, des politiques et des procédures en matière de prévention et lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive. La personne en question est également le correspondant principal de la Cellule de Traitement du Renseignement Financier et des autres organismes compétents ;
- Permettre au responsable de la conformité de travailler en toute indépendance, en garantissant la confidentialité des informations qu'il reçoit ou transmises de sa part conformément aux dispositions de la loi n°05-01 modifiée et complétée, et de ce règlement, et lui permettre de vérifier les registres et données nécessaires pour procéder à l'inspection et à la revue des systèmes mis en place par les assujettis pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive ;
- Mettre en place :
 - Une fonction d'audit indépendante d'évaluation du système ;
 - Des procédures de sélection garantissant des normes de compétences supérieures dans la nomination des fonctionnaires ;
 - Un programme de formation permanent du personnel pour assurer leur familiarisation avec le système de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive. Le planning et le contenu doivent s'adapter aux besoins spécifiques des assujettis.

Article 25 : Les assujettis doivent s'assurer de la communication de ces procédures à tous les employés, et qu'elles permettent pour chaque agent de signaler toute opération suspecte au responsable de la conformité en matière de prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive.



Article 26 : Le programme de prévention et de détection et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, comme stipulé dans l'article 3 de ce règlement, rentre dans le cadre de contrôle interne des assujettis.

Chapitre 7- Le Groupe et Filiales

Article 27: Les assujettis appartenant à un Groupe financier doivent établir, au niveau du Groupe, des programmes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, qui s'appliquent et conviennent à toutes les filiales et succursales dont le groupe détient une participation majoritaire. Outre les mesures prévues dans le chapitre 6 ci-dessus, ces programmes comprennent également :

- Les politiques et les procédures approuvées par la direction générale, concernant l'échange d'informations nécessaires au devoir de vigilance à l'égard de la clientèle et à la gestion des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme ;
- Des informations relatives aux clients, aux comptes et aux opérations reçues des succursales et des filiales dans lesquelles le Groupe détient une participation majoritaire, et des fonctions de conformité, d'audit et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au niveau du Groupe.

Ces informations doivent inclure des données et des analyses de transactions ou d'activités qui semblent inhabituelles.

De même, lorsque cela est pertinent et approprié pour la gestion des risques, les filiales et succursales dans lesquelles le Groupe détient une participation majoritaire doivent également recevoir ces informations des services de conformité du Groupe ;

- Des garanties satisfaisantes en termes de confidentialité et d'échange d'information mutuel, y compris des garanties de non divulgation.

Article 28 : Lorsque l'État d'accueil ne permet pas la mise en œuvre appropriée des mesures de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme prévues dans la loi n° 05-01 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, modifiée et complétée, et le présent règlement, les assujettis doivent s'assurer que les filiales et les succursales, dont le Groupe détient une participation majoritaire, appliquent des mesures supplémentaires appropriées afin de gérer d'une manière adéquate les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, et en informer les autorités de contrôle et/ou de régulation et/ou de supervision du pays d'origine.



Il est permis aux filiales et succursales majoritaires des assujettis établis à l'étranger d'appliquer des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme dans le pays d'origine lorsqu'elles les considèrent plus restrictives, dans la limite permise par la législation et la réglementation du pays d'accueil.

Chapitre 8 - Mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité

Article 29 : Les assujettis doivent :

- Mettre en œuvre immédiatement les résolutions émises par les comités d'exécution des résolutions du Conseil de Sécurité prises en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, notamment le gel des biens et l'interdiction d'entrer en relation d'affaires ou d'exécuter des opérations ;
- Mettre en place des systèmes électroniques nécessaires pour assurer la mise en œuvre des résolutions onusiennes mentionnées à l'alinéa ci-dessus.

Chapitre 9 -sanctions

Article 30 : Le non-respect des dispositions de la loi n° 05-01 mentionnée ci-dessus, et des textes pris pour son application, notamment du présent règlement, sera puni des peines prévues par la législation en vigueur.

Le Président de la Commission
de Supervision des Assurances.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

Commission de Supervision des Assurances

Le Président

N° CSA/Président.

وزارة المالية

لجنة الإشراف على التأمينات

الرئيس

رقم ل إ ت / الرئيس.

نظام رقم 1 المؤرخ في 06. NOV. 2024
يتعلق بالتزامات الخاضعين في مجال التأمين فيما يخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب
وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل

إن رئيس لجنة الإشراف على التأمينات،

- بمقتضى الأمر رقم 95-07 المؤرخ في 23 شعبان 1415 الموافق 25 جانفي 1995، المتعلق بالتأمينات، المعدل و المتمم،
- و بمقتضى القانون رقم 05-01 المؤرخ في 27 ذي الحجة عام 1425، الموافق 6 فبراير سنة 2005، المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما، المعدل والمتمم،
- و بمقتضى القانون رقم 18-07 المؤرخ في 25 رمضان عام 1439 الموافق 10 يونيو سنة 2018 و المتعلق بحماية الأشخاص الطبيعيين في مجال حماية المعطيات ذات الطابع الشخصي.
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08-113، المؤرخ في 03 ربيع الثاني عام 1429 الموافق 09 أفريل 2008، يوضح مهام لجنة الإشراف على التأمينات،
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 22-36 المؤرخ في أول جمادى الثانية عام 1443 الموافق 04 جانفي سنة 2022 يحدد مهام خلية معالجة الاستعلام المالي و تنظيمها و سيرها،
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 23-428 المؤرخ في 15 جمادى الأولى عام 1445 الموافق 29 نوفمبر سنة 2023 و المتعلق بإجراءات تجميد و/أو حجز الأموال و الممتلكات في إطار الوقاية من تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل و مكافحتهما،
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 23-429 المؤرخ في 15 جمادى الأولى عام 1445 الموافق 29 نوفمبر سنة 2023 و المتعلق بالسجل العمومي للمستفيدين الحقيقيين من الأشخاص المعنوية الخاضعة للقانون الجزائري،



- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 23-430 المؤرخ في 15 جمادى الأولى عام 1445 الموافق 29 نوفمبر 2023، يحدد شروط و كفاءات ممارسة سلطات الضبط و/أو الرقابة و/أو الإشراف مهامها في مجال الوقاية و مكافحة تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، اتجاه الخاضعين، لا سيما المواد 2 و 3 منه،
- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 24-242 المؤرخ في 17 محرم عام 1446 الموافق 23 يوليو سنة 2024 الذي يحدد شروط و كفاءات قيام الخاضعين بوضع و تنفيذ برامج الرقابة الداخلية في إطار الوقاية من تبييض الأموال و تمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل،
- و بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 14 ذي الحجة عام 1443، الموافق 13 يوليو سنة 2022، يحدد القائمة الاسمية لأعضاء لجنة الإشراف على التأمينات،
- و بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1445، الموافق 24 يونيو 2024، يتضمن تعيين رئيس لجنة الإشراف على التأمينات.
- و بعد الإطلاع على مداولة لجنة الإشراف على التأمينات بتاريخ 23 أكتوبر سنة 2024.

يصدر النظام الآتي نصه:

المادة 1: يهدف هذا النظام إلى تحديد الالتزامات المتعلقة بمكافحة تبييض الأموال و تمويل و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل المفروضة على شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سمسرة التأمين المعتمدين.

يحتوى هذا النظام على الفصول التسعة التالية:

- الفصل الأول - النهج القائم على المخاطر.
- الفصل الثاني - التزامات العناية الواجبة تجاه الزبائن.
- الفصل الثالث - حفظ الوثائق.
- الفصل الرابع - إخطار بالشبهة.
- الفصل الخامس - البلدان ذات المخاطر العالية.
- الفصل السادس - المعلومات و التكوين / الرقابة الداخلية.
- الفصل السابع - المجموعة و الفروع التابعة.
- الفصل الثامن - تنفيذ قرارات مجلس الأمن.
- الفصل التاسع - العقوبات.

المادة 2 : يكون للكلمات والعبارات الواردة في هذا النظام المعاني المخصصة لها أدناه :

- **الخاضعون :** تشمل شركات التأمين و/أو إعادة التأمين و سمسرة التأمين المعتمدين طبقاً لأحكام الأمر رقم 95-07، المؤرخ في 23 شعبان 1415 الموافق 25 جانفي 1995، المعدل و المتمم، المشار إليه أعلاه.
- **الزبون :** الشخص الطبيعي أو المعنوي الذي يتعامل مع شركة التأمين و/أو إعادة التأمين و سمسار التأمين.
- **الزبون العرضي :** الزبون الذي لا تربطه بشركة التأمين و/أو إعادة التأمين و سمسار التأمين علاقة أعمال مستمرة.
- **علاقة الأعمال :** العلاقة التي تنشأ ما بين الزبون و أي شركة تأمين و/أو إعادة التأمين و سمسار التأمين ، وتتصل بأي نشاط.
- **المستفيد الحقيقي :** الشخص أو الأشخاص الطبيعيون الذين في آخر المطاف :



1. يحوزون أو يراقبون الزبون، أو وكيل الزبون، أو المستفيد من عقود التأمين؛
2. الشخص الطبيعي الذي تتم لصالحه عملية أو تعقد لصالحه علاقة أعمال؛
3. الأشخاص الذين يمارسون، في آخر المطاف، رقابة فعلية على الشخص المعنوي.

الشخص المعرض سياسياً: كل جزائري، أجنبي، منتخب أو معين، مارس أو يمارس في الجزائر أو في الخارج وظائف عليا تشريعية أو تنفيذية أو إدارية أو قضائية، وكذا كبار المسؤولين في الأحزاب السياسية، والأشخاص الذين يمارسون أو مارسوا وظائف مهمة لدى أو لصالح منظمة دولية.

المجموعة المالية: مجموعة تتألف من شركة أو أي نوع آخر من الأشخاص الاعتباريين الذين يملكون حصص السيطرة ويقومون بتنسيق الوظائف مع باقي المجموعة لتطبيق أو تنفيذ الرقابة على المجموعة بموجب المبادئ الأساسية جنباً إلى جنب مع الفروع و/أو الشركات التابعة التي تخضع لسياسات وإجراءات مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل على مستوى المجموعة.

المادة 3: يجب على الخاضعين، الالتزام باليقظة، ويتعين عليهم، بهذه الصفة، وضع قيد التنفيذ برنامجاً مكتوباً من أجل الوقاية والكشف ومكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل. وأن تأخذ في الاعتبار البعد التجاري والمخاطر المرتبطة بتبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، والتي تشمل على وجه الخصوص:

- السياسات،
- الإجراءات،
- الرقابة الداخلية.

الفصل الأول – النهج القائم على المخاطر.

المادة 4: يجب على الخاضعين اتخاذ التدابير التالية:

- (أ) إجراء تقييم لمخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل من خلال تحديد تلك المخاطر وتقييمها وفهمها، بما يتوافق مع طبيعة الخاضع وحجمه وكذلك حجم أنشطته، على أن يتضمن هذا التقييم:
 - معلومات أو نتائج أي تقييم للمخاطر تم إجراؤه من قبل الدولة؛
 - تحديد وتقييم وفهم مخاطر الزبائن، الدول أو المناطق الجغرافية، المنتجات والخدمات والعمليات وقنوات التسليم أو قنوات تقديم الخدمات؛
 - النظر في جميع عوامل الخطر ذات الصلة قبل تحديد المستوى العام للمخاطر، والمستوى المناسب ونوع التدابير التي سيتم تطبيقها للتخفيف من هذه المخاطر.
- (ب) تحديث عمليات التقييم بشكل دوري؛
- (ج) توثيق عمليات تقييم المخاطر التي تجريها وتحديثاتها، والاحتفاظ بها؛
- (د) وضع آلية ملائمة لإبلاغ سلطة الرقابة على التأمينات والسلطات المختصة بنتائج عمليات التقييم حال الانتهاء منها أو عند الطلب؛
- (هـ) تعميم وشرح نتائج تقييم المخاطر على كافة مستخدمي الخاضع.

المادة 5: يجب أن يتم تحليل وتقييم المخاطر، موضوع المادة 4 أعلاه، على فترات منتظمة ومناسبة، وأن تكون متوافقة مع طبيعة الخاضع وحجمه وكذا حجم أنشطته.

كما يلتزم الخاضعون أيضاً أن يثبتوا لسلطة الرقابة على التأمينات والسلطات المختصة أن التدابير المتخذة لتحديد وتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، تسمح بما يلي:

- (أ) تقييم ملف مخاطر العلاقة التجارية مع كل زبون؛
- (ب) تحديد المخاطر في مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، والتي



تمثلها المنتجات والخدمات الجديدة المقدمة من خلال تطبيق تقنيات جديدة على خدماتها؛
(ج) تحديد الهدف والطبيعة المقصودة لعلاقة التعامل مع كل زبون؛
(د) التحديد والتعرف على أي تغيير يتعلق بمخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار
الشامل.

المادة 6 : يلتزم الخاضعون بالقيام بما يلي:

- (أ) - تحديد وتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل المرتبطة بتطوير خدمات و منتجات جديدة وممارسات مهنية جديدة، بما في ذلك الوسائل الجديدة لتقديم الخدمات، وتلك التي تنشأ عن استخدام تقنيات جديدة أو قيد التطوير فيما يتعلق بكل من المنتجات الجديدة و المنتجات الموجودة سابقا؛
(ب) - إجراء تقييم للمخاطر قبل إطلاق المنتجات أو الممارسات أو التقنيات أو استخدامها؛
(ج) - اتخاذ تدابير مناسبة لإدارة تلك المخاطر و تخفيفها، بالإضافة إلى المخاطر الخاصة المتعلقة بالعلاقات التجارية والمعاملات التي لا تنطوي على الوجود المادي للأطراف.

المادة 7: يجب على الخاضعين القيام بما يلي:

- (أ) - وضع سياسات وضوابط وإجراءات معتمدة من قبل المديرية العامة تمكنها من إدارة وخفض المخاطر التي تم تحديدها (وفقا لتقييمها أو وفقا للتقييم الوطني للمخاطر)، والإشراف عليها وتعزيزها إذا دعت الحاجة إلى ذلك؛
(ب) - التأكد باستمرار من احترام الإجراءات المشار إليها أعلاه وتحديثها بانتظام؛
(ج) - مراقبة تنفيذ هذه الضوابط وتعزيزها إذا لزم الأمر.
(د) - اتخاذ تدابير معززة لإدارة المخاطر وخفضها عند تحديد مخاطر مرتفعة؛
(هـ) - اتخاذ تدابير مبسطة لإدارة المخاطر وخفضها عند تحديد مخاطر منخفضة.

الفصل الثاني-التزامات العناية الواجبة تجاه الزبائن.

المادة 8: يجب أن تأخذ المعايير المتعلقة "بمعرفة الزبون" بعين الاعتبار العناصر الأساسية لتسيير المخاطر وإجراءات الرقابة، لاسيما:

- (أ) سياسة قبول الزبائن الجدد؛
(ب) تحديد هوية الزبائن، المستفيد الحقيقي ومراقبة الحركات و العمليات؛
(ج) رقابة مستمرة على كل الزبائن.

مع وجوب الموافقة على إجراءات الرقابة المشار إليها أعلاه من قبل الجهاز المتداول.

كما يجب على الخاضعين:

- إجراء فحص دقيق للمعاملات التي تم إجراؤها طوال مدة علاقة الاعمال هذه ،من أجل التأكد من أنها تتفق مع المعرفة التي لديهم عن زبائنهم والأنشطة التجارية وملف مخاطر هؤلاء الزبائن، بما في ذلك مصدر الأموال عند الحاجة لذلك؛
- و التأكد من أن المستندات أو البيانات أو المعلومات التي تم الحصول عليها أثناء ممارسة واجب العناية تظل محدثة، يتضمن ذلك مراجعة العناصر الموجودة، خاصة بالنسبة لفئات الزبائن عالية المخاطر.



فيما يتعلق بالزبائن الموجودين وقت دخول هذه الأحكام الجديدة حيز التنفيذ، يتعين على الخاضعين تطبيق تدابير العناية الواجبة وفقًا لأهمية المخاطر التي يمثلونها ويجب عليهم تنفيذ تدابير العناية الواجبة المتعلقة بهذه العلاقات القائمة في الوقت المناسب، مع الأخذ في الاعتبار تدابير العناية الواجبة السابقة اتجاه الزبائن.

المادة 9: يجب على الخاضعين، اتخاذ تدابير العناية الواجبة المنصوص عليها في هذا الفصل:

(أ) عندما يقيمون علاقات أعمال؛

(ب) عند وجود اشتباه في تبييض الأموال أو تمويل أو انتشار أسلحة الدمار الشامل، بغض النظر عن الحد الأدنى المنصوص عليه في الأنظمة؛

(ج) عند وجود شك في صحة أو ملاءمة بيانات تعريف الزبون التي تم الحصول عليها مسبقًا.

المادة 10: يجب على الخاضعين اتخاذ إجراءات التعرف على هوية الزبائن سواء كانوا دائمين أو عرضيين، محليين أو أجانب، وذلك من خلال الحصول على المعلومات التالية :

(أ) إذا كان الزبون شخصًا طبيعيًا :

- يتم التأكد من هوية الشخص الطبيعي عن طريق الوثائق (خاصة المستندات الأصلية سارية الصلاحية التي تتضمن صورة وتتمثل في بطاقة التعريف الوطنية، جواز سفر)، وعلى الأقل اسم ولقب الزبون، وجنسيته، وتاريخ ومكان الولادة، وعنوانه الدائم، ورقم بطاقة الهوية أو رقم جواز السفر، ومكان وتاريخ إصدارهما، واسم الأم، والحالة الاجتماعية، واسم الزوج أو/و الزوجة أو الزوجات؛
- معلومات النشاط الاقتصادي للزبون، ويتمثل هذا النشاط بطبيعة عمل أو نشاط الزبون ومصادر دخله، وعنوان العمل، واسم صاحب العمل أو الجهة المشغلة، وقيمة الدخل الشهري؛
- المعلومات المتعلقة بعنوان الإقامة الحالية، الرئيسية أو الثانوية، داخل الوطن أو خارجه؛
- معلومات الاتصال بالزبون، وتتمثل في رقم هاتف الزبون والبريد الإلكتروني؛
- أي معلومات أخرى يرى الخاضعون ضرورة للحصول عليها وفقًا لطبيعة ودرجة المخاطر.

(ب) إذا كان الزبون شخصًا معنويًا، بما في ذلك أي نوع من المنظمات غير الهادفة للربح، يجب على الخاضعين :

1. فهم طبيعة الشخص المعنوي وأنشطته بالإضافة إلى هيكل ملكيته وهيكله الرقابي؛
2. تحديد والتحقق من هوية الشخص المعنوي من خلال الحصول على المعلومات المطلوبة على وجه الخصوص عن طريق:
 - تقديم نسخة أصلية من قانونه الأساسي وأي وثيقة تثبت أنه مسجل أو معتمد قانونًا وأن له وجودًا حقيقيًا وعنوانًا حقيقيًا وقت تحديد هويته؛
 - يتم التحقق من العنوان من خلال تقديم مستند رسمي بدليل الإقامة؛
 - الصلاحيات التي تحكم وتلزم الشخص المعنوي وكذلك أسماء الأشخاص المعنويين الذين يشغلون وظائف التسيير.
3. تحديد المستفيدين الحقيقيين من الزبائن واتخاذ إجراءات ملائمة للتحقق من هوية هؤلاء الأشخاص باستخدام المعلومات أو البيانات ذات الصلة التي تم الحصول عليها من مصدر موثوق، بحيث يكون لديهم تأكيد بأنهم يعرفون من هو المستفيد الحقيقي؛
4. بالنسبة للوكلاء والسماسرة الذين يعملون لحساب الغير أو أي شخص آخر يدعي التصرف نيابة عن الزبون، يجب على الخاضعين، زيادة على الوثائق المنصوص عليها أعلاه، التحقق من الصلاحيات الممنوحة لهم.

كما يجب الاحتفاظ بنسخة من كل وثيقة تثبت الهوية و الوكالة والعنوان.



لا يمكن في أي حال من الأحوال أن يقوم الخاضعون بفتح أو الإحتفاظ بحسابات مجهولة الاسم أو مرقمة أو حسابات تحت أسماء وهمية، أو التعامل مع أشخاص مجهولي الهوية أو الأشخاص الذين يحملون أسماء وهمية، أو مصارف وهمية.

المادة 11: عندما يبدو خطر تبييض الأموال أو تمويل الإرهاب أو تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل منخفضاً وكان ذلك ضرورياً لعدم مقاطعة السير العادي للنشاط، يجب التحقق من هوية الزبون والمستفيد الحقيقي قبل أو أثناء إنشاء علاقة أعمال، أو تنفيذ المعاملات في حالة الزبائن العرضيين. كما يجوز للخاضعين القيام بالتحقق بعد إنشاء علاقة الاعمال، بشرط :

- أن يحدث في أسرع وقت ممكن عملياً؛
- أن يكون ضرورياً حتى لا يعرقل السير العادي للأعمال ؛
- أن يسمح بإدارة مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، بشكل فعال.

يتوجب على الخاضعين اعتماد تدابير مناسبة لإدارة المخاطر فيما يتعلق بالظروف التي يمكن فيها للزبون الاستفادة من علاقة الأعمال قبل عملية التحقق.

يجب أن تشمل هذه العملية مجموعة من الإجراءات :

- تحديد قيود أو سقف أو وضع ضوابط على عدد وأنواع و/أو كمية المعاملات أو العمليات التي يمكن القيام بها؛
- رصد العمليات الكبيرة أو المعقدة التي تتجاوز الأسقف المتوقعة لهذا النوع من العلاقة.

و يحظر تأجيل عملية التحقق في الحالات الآتية:

- وجود مؤشرات لمخاطر مرتفعة؛
- عندما يكون هنالك اشتباه في تبييض الأموال أو تمويل الإرهاب أو تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل؛
- عندما يتعلق الأمر بمعلومات هوية الزبون الأساسية والمتمثلة في معلومات بطاقة الهوية أو جواز السفر، أو مستندات ووثائق الهوية المتعلقة بالشخص المعنوي.

المادة 12: يتعين على الخاضعين اتخاذ التدابير الملائمة وفقاً لمخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل التي تنشأ عن الزبون وعلاقة الأعمال، لتحديد المستفيدين الحقيقيين، وتحديد إذا كان المستفيد من الأشخاص المعرضين سياسياً بالنسبة للأشخاص الطبيعيين، والتأكد من هوياتهم من خلال العناصر التالية:

(أ) تحديد ما إذا كان الزبون يتصرف بالأصالة عن نفسه ولمصلحته، وإن كان كذلك، يجب توقيعه على تصريح يفيد بأنه المستفيد الحقيقي من علاقة الاعمال؛

(ب) في حال لم يكن الزبون يتصرف بالأصالة عن نفسه ولمصلحته أو عند وجود شكوك لدى الخاضعين حول صحة تصريح الزبون، يجب تحديد الشخص الطبيعي أو الأشخاص الطبيعيين المستفيدين أو المسيطرين على علاقة الأعمال في آخر المطاف و بشكل نهائي، أو الأشخاص الذين يتم إجراء التعامل لمصلحتهم أو نيابة عنهم، أو الذين يسيطرون في آخر المطاف و بشكل نهائي على حسابات الزبون، وتحديد الصفة التي يتصرف بها الزبون بالنيابة عن المستفيد الحقيقي.

(ج) تطبيق إجراءات التعرف والتحقق من هوية الشخص الطبيعي المنصوص عليها في هذا النظام على المستفيد الحقيقي أو المستفيدين الحقيقيين الذين تم تحديدهم بموجب أحكام الفقرة الأولى من هذه المادة، وذلك بما يقع الخاضعين بأنهم تعرفوا على المستفيد الحقيقي.



المادة 13: يحدد المستفيد الحقيقي أو المستفيدون الحقيقيون للشخص الاعتباري و تتخذ التدابير اللازمة للتحقق من هويتهم على النحو الاتي :

(أ) الشخص أو الأشخاص الطبيعيون الذين يملكون بطريقة مباشرة أو غير مباشرة نسبة تساوي أو تفوق 20% من رأس المال أو حقوق التصويت؛

(ب) في حالة عدم التأكد من هوية المستفيد الحقيقي أو المستفيدين الحقيقيين أو عدم التوصل لتحديد هوية المستفيد الحقيقي أو المستفيدين الحقيقيين بعد تطبيق المعيار (أ) المشار إليه أعلاه، يكون المستفيد الحقيقي، الشخص أو الأشخاص الطبيعيون الذين يمارسون رقابة فعلية أو قانونية بأية وسيلة كانت مباشرة أو غير مباشرة على الإدارة، أجهزة الإدارة أو التسيير أو على الجمعية العامة أو على سير أعمال الشخص المعنوي، وذلك من خلال تحديد محتوى القرارات التي تتخذها الجمعية العامة بفضل حقوق التصويت التي يملكها، أو من خلال تمتعه، بصفته شريكا أو مساهما، بسلطة تعيين أو عزل أغلبية أعضاء أجهزة الإدارة أو التسيير أو الرقابة في الشركة أو غير ذلك من أدوات الرقابة أو المراقبة؛

(ج) في حالة عدم التوصل لمعرفة المستفيد الحقيقي أو المستفيدين الحقيقيين وفق المعيارين (أ) و (ب) المشار إليهما أعلاه، يكون المستفيد الحقيقي، الشخص الطبيعي الذي له صفة الممثل القانوني للشركة وفقا للتشريع الساري المفعول.

المادة 14: للتأكد من أن البيانات التي يحتفظون بها عن الزبائن محدثة، يجب على الخاضعين القيام بتحديثها سنويا، حسب أهمية المخاطر التي يمثلها الزبون.

غير أنه، إذا تبين للخاضعين في وقت ما أن المعلومات المتوفرة لديهم بخصوص زبون غير كافية يجب عليهم اتخاذ التدابير اللازمة للحصول في أقرب الآجال على جميع المعلومات المفيدة.

المادة 15: يجوز للخاضعين تطبيق تدابير العناية الواجبة المبسطة فيما يتعلق ببعض الزبائن بشرط تحديد وتقييم المخاطر المنخفضة وأن يكون هذا التقييم متناسقا مع التقييم الوطني والقطاعي للمخاطر وتقييماتها الخاصة. وينبغي أن تكون تدابيرها متناسبة مع عوامل الخطر الأقل انخفاضا. وتتكون التدابير المبسطة على وجه الخصوص مما يلي:

- (أ) التحقق من هوية الزبون والمستفيد الحقيقي بعد إقامة علاقة الأعمال؛
- (ب) تقليل وتيرة تحديثات عناصر تحديد هوية الزبائن؛
- (ج) تخفيض شدة اليقظة المستمرة وعمق فحص العمليات إلى حد معقول.

إن تدابير اليقظة المبسطة غير مقبولة عندما يكون هناك اشتباه في تبييض الأموال أو تمويل الإرهاب أو تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل أو في حالات محددة ذات مخاطر أعلى.

المادة 16: يجب على شركات التأمين وإعادة التأمين، والوسطاء (الوكيل العام، السمسار) اتخاذ التدابير التالية، إضافة إلى إجراءات العناية المطلوبة بالنسبة للزبائن والمستفيدين الحقيقيين وفقا لأحكام هذا الفصل:

(أ) اتخاذ تدابير العناية الواجبة على المستفيدين من عقود التأمين على الحياة وغيرها من المنتجات التأمينية الاستثمارية، بمجرد تحديد أو تسمية هؤلاء المستفيدين:

1. الحصول على اسم الشخص بالنسبة للمستفيدين من الأشخاص الطبيعيين أو المعنويين المذكورين تحديدا بالاسم؛
2. الحصول على معلومات كافية عن المستفيدين الذين تم تسميتهم من خلال صفات أو فئات (كالزوج أو الأبناء



لحظة حدوث الحادث المؤمن عليه) أو عبر وسائل أخرى كالوصية، بحيث تتمكن شركات التأمين وإعادة التأمين، والوسطاء (الوكيل العام، السمسار) من تحديد هوية المستفيد لحظة دفع التعويض؛
3. التحقق من هوية المستفيدين المنصوص عليهم في الفقرة 1 من هذه المادة لحظة دفع التعويض.

ب) اعتبار المستفيد من وثيقة التأمين على الحياة كعامل خطر مرتبط من أجل تحديد قابلية تطبيق تدابير العناية الواجبة المعززة. وعند توصل شركات التأمين وإعادة التأمين، والوسطاء (الوكيل العام، السمسار) إلى اعتبار المستفيد من التأمين من الأشخاص المعنوية ممثلاً لمخاطر مرتفعة، يجب تطبيق إجراءات العناية الواجبة المعززة وفقاً لأحكام هذا النظام، وبما يشمل اتخاذ التدابير الملائمة لتحديد هوية المستفيد الحقيقي من عقد التأمين والتحقق منها لحظة دفع التعويض.

و يتعين على شركات التأمين وإعادة التأمين، والوسطاء (الوكيل العام، السمسار) إعداد واتخاذ التدابير اللازمة لتحديد ما إذا كان الشخص المعرض سياسياً مستفيداً أو مستفيداً حقيقياً من عقد التأمين على الحياة، وإذا ما تحقق ذلك يتوجب عليهم القيام بالآتي :

- إبلاغ المديرية العامة قبل دفع تعويضات من عائدات التأمين على الحياة وإجراء الفحص الدقيق لعلاقة الاعمال؛
- النظر في إرسال إخطار بالشبهة لخلية معالجة الاستعلام المالي.

المادة 17: إن الخاضعين ملزمين بأن يكون لديهم نظام مناسب لإدارة المخاطر لتحديد ما إذا كان الزبون المحتمل أو الزبون الحالي أو المستفيد الحقيقي هو شخص معرض سياسياً كما هو محدد في القانون رقم 05-01 المؤرخ في 27 ذي الحجة عام 1425، الموافق 6 فبراير سنة 2005، المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما المعدل والمتمم المذكور أعلاه، وأن تتخذ جميع التدابير الملائمة لتحديد مصدر الأموال وضمان مراقبة معززة ودائمة لعلاقة الأعمال.

كما يجب عليهم الحصول على ترخيص من المديرية العامة قبل الدخول في علاقة أعمال مع أي زبون جديد، يكون شخصاً معرضاً سياسياً، وتطبيق التدابير اللازمة على أفراد عائلة الشخص المعرض سياسياً وعلى الأشخاص المرتبطين به ارتباطاً وثيقاً، كما هو منصوص عليه في هذه المادة.

ويعتبر الشخص المرتبط ارتباطاً وثيقاً بالأشخاص المذكورين أعلاه، أي شخص طبيعى معروف أن لديه علاقات أعمال وثيقة معهم.

الفصل الثالث – حفظ الوثائق.

المادة 18: على الخاضعين أن يستجيبوا بسرعة لطلبات السلطات المختصة وأن يتيحوا لهم الوصول إلى:

- الوثائق التي تم الحصول عليها كجزء من إجراءات العناية الواجبة تجاه الزبائن ودفاتر الحسابات والمراسلات التجارية، بالإضافة إلى نتائج أي تحليل تم إجراؤه خلال فترة خمس (5) سنوات على الأقل بعد انتهاء العلاقة التجارية أو تاريخ العملية العرضية؛
- جميع الوثائق والسجلات المتعلقة بالعمليات المحلية والدولية التي تم إجراؤها، خلال فترة خمس (5) سنوات على الأقل بعد تنفيذ العملية.

يجب أن تكون هذه الوثائق كافية للسماح بإعادة بناء المعاملات الفردية، من أجل توفير الأدلة إذا لزم الأمر في إطار المتابعات الجزائية.



الفصل الرابع - إخطار بالشبهة.

المادة 19: يلتزم الخاضعون بواجب الإخطار بالشبهة في الشكل التنظيمي المنصوص عليه وعليهم أن يطالبوا بوصول الاستعلام.

يتعين على الخاضعين تأجيل تنفيذ كل عملية تتعلق بأموال تبدو أنها متأتية من مخالفة أو يشتبه أنها موجهة لتبييض الأموال و/أو المرتبطة بتمويل الإرهاب و/أو تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل والإبلاغ عنها إلى خلية معالجة الاستعلام المالي.

يتعين الإخطار بالشبهة بمجرد وجودها، حتى ولو تعذر تأجيل تنفيذ تلك العمليات أو بعد إنجازها.

يجب الإبلاغ عن كل عنصر من شأنه تعديل التقييم الذي أجراه الخاضعون أثناء الإخطار بالشبهة وعن كل معلومة تؤدي إلى تأكيد الشبهة أو نفيها دون تأخير إلى خلية معالجة الاستعلام المالي.

أيضا يجب على الخاضعين احترام التدابير التحفظية المنصوص عليها في المادة 18 من القانون رقم 05-01 المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما، المعدل والمتمم، كما يجب السهر على تطبيقها.

المادة 20: الإخطار بالشبهة موجه حصريا لخلية معالجة الاستعلام المالي. ويندرج كل من الإخطار بالشبهة وتبعاته، أو المعلومات المتعلقة به والتي يرسلها الخاضعون إلى الخلية، في إطار السر المهني ولا يمكن أن يطلع عليها الزبون أو المستفيد من العمليات.

يُطلب من الخاضعين إرسال معلومات إضافية تتعلق بالاشتباه في تبييض الأموال أو تمويل الإرهاب أو تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل بناءً على طلب من خلية معالجة الاستعلام المالي خلال الأجل الذي تحدده الخلية.

يُطلب من الخاضعين أيضا الرد وبسرعة على أي طلب آخر للحصول على معلومات واردة من خلية معالجة الاستعلام المالي حتى ولو لم يرتبط بأي إخطار بالشبهة.

المادة 21: إذا لم يتمكن الخاضعون من الامتثال للالتزامات المتعلقة بتدابير العناية الواجبة، فيتعين عليهم:

- عدم فتح حساب أو عدم بدء علاقات أعمال أو تنفيذ العمليات؛
- إنهاء علاقة الاعمال بالنسبة للزبائن الحاليين؛
- النظر في إرسال إخطارات بالشبهة إلى الخلية بشأن العمليات أو الأنشطة المشبوهة الخاصة بالزبون.

المادة 22: في حال اشتباه الخاضعين في أن عملية ما تتعلق بتبييض الأموال أو تمويل الإرهاب أو تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، واعتقدوا بشكل معقول أنهم سيقومون بتبنيه الزبون أثناء مواصلتهم تطبيق إجراءات العناية الواجبة، يجب عليهم الامتناع عن تنفيذ هذا الإجراء وإرسال إخطار بالشبهة إلى خلية معالجة الاستعلام المالي.

الفصل الخامس - البلدان ذات المخاطر العالية.

المادة 23: يجب على الخاضعين تطبيق إجراءات العناية المعززة على علاقات الأعمال والعمليات المالية التي تتم مع الأشخاص الطبيعيين والأشخاص المعنويين، بما في ذلك المؤسسات المالية من الدول التي تحددها خلية معالجة الاستعلام المالي، سواء كان ذلك بناء على ما تقرره مجموعة العمل المالي أو خلية معالجة الاستعلام المالي بشكل مستقل. تتمثل هذه الإجراءات في:



- (أ) تدابير العناية المعززة المنصوص عليها في هذا النظام؛
 (ب) أي تدابير أو إجراءات معززة إضافية يتم تعميمها من سلطة الرقابة على التأمينات و/أو من خلية معالجة الاستعلام المالي؛
 (ج) أي تدبير آخر معزز له تأثير مماثل في تخفيف المخاطر.

كما يجب على الخاضعين تطبيق الإجراءات التي يتم تعميمها من خلية معالجة الاستعلام المالي فيما يتعلق بالتدابير المضادة الخاصة بالدول عالية المخاطر.

الفصل السادس- المعلومات والتكوين / الرقابة الداخلية.

المادة 24: يجب على الخاضعين وضع وتنفيذ برامج للوقاية ومكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، مع مراعاة بعد النشاط التجاري والمخاطر الناجمة عن تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، وتشمل، لاسيما، السياسات و إجراءات الرقابة الداخلية التالية:

- تعيين على الأقل إطارا ساميا على مستوى المديرية العامة، مسؤولا على المطابقة في مجال الوقاية ومكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل ويكلف بالسهر على احترام الرقابة، السياسات والإجراءات في مجال الوقاية ومكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، ويعد هذا الشخص أيضا المراسل الرئيسي لخلية معالجة الاستعلام المالي والهيئات المختصة الأخرى؛
- تمكين مسؤول المطابقة من العمل باستقلالية، وبما يكفل سرية المعلومات التي ترد إليه أو المحالة منه وفقا لأحكام القانون رقم 01-05 المعدل والمتمم وهذا النظام، وتمكينه من الاطلاع على السجلات والبيانات اللازمة لقيامه بأعمال الفحص ومراجعة الأنظمة التي يضعها الخاضعون لمكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل؛
- وضع:
 - وظيفة تدقيق مستقلة لتقييم النظام؛
 - إجراءات الاختيار التي تضمن وجود معايير كفاءة عالية عند تعيين الموظفين؛
 - برنامج تكوين دائم للمستخدمين يضمن الإلمام بنظام الوقاية ومكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل. يجب أن يتكيف الجدول الزمني ومحتوى التكوين مع الاحتياجات الخاصة للخاضعين.

المادة 25: يجب على الخاضعين أن يتأكدوا من إبلاغ هذه الإجراءات إلى جميع المستخدمين وبأنها تسمح لكل عون أن يبلغ عن كل عملية مشبوهة إلى المسؤول على المطابقة في مجال الوقاية و مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.

المادة 26: يندرج برنامج الوقاية واكتشاف ومكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، كما تنص عليه المادة 3 من هذا النظام، في إطار الرقابة الداخلية للخاضعين.

الفصل السابع – المجموعة و الفروع التابعة.

المادة 27: يجب على الخاضعين الذين ينتمون إلى مجموعة مالية أن يضعوا، على مستوى المجموعة، برامج مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب و تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، التي تنطبق وتناسب جميع الفروع و الشركات



التابعة التي تمتلك المجموعة أغلبية فيها. بالإضافة إلى التدابير المنصوص عليها في الفصل السادس أعلاه، تشمل هذه البرامج أيضًا:

- السياسات والإجراءات المعتمدة من قبل المديرية العامة، الخاصة بتبادل المعلومات اللازمة للعناية الواجبة تجاه الزبائن وإدارة مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب؛
- المعلومات المتعلقة بالزبائن والحسابات والعمليات الواردة من الفروع والشركات التابعة التي تمتلك المجموعة أغلبية فيها، ووظائف المطابقة والتدقيق ومكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب على مستوى المجموعة.
- يجب أن تتضمن هذه المعلومات بيانات وتحاليل للمعاملات أو الأنشطة التي تبدو غير عادية.
- وبالمثل، عندما تكون ذات صلة ومناسبة لإدارة المخاطر، يجب أن تتلقى الفروع والشركات التابعة التي تمتلك المجموعة أغلبية فيها أيضًا هذه المعلومات من مصالح المطابقة للمجموعة؛
- ضمانات مرضية من حيث السرية واستخدام المعلومات المتبادلة، بما في ذلك ضمانات عدم الإفشاء.

المادة 28: عندما لا تسمح الدولة المضيفة بالتنفيذ المناسب لتدابير الوقاية ومكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب المنصوص عليها في القانون رقم 01-05 المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهم، المعدل والمتمم وهذا النظام، يجب على الخاضعين التأكد من أن الفروع والشركات التابعة التي تمتلك المجموعة أغلبية فيها، تطبق تدابير إضافية مناسبة من أجل إدارة مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وبشكل مناسب، وإعلام سلطات الضبط و/أو الرقابة و/أو الإشراف في بلد المنشأ بذلك.

يجوز للفروع وللشركات التابعة التي يمتلك فيها الخاضعون الأغلبية والمنشأة في الخارج، تطبيق تدابير مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب في بلد المنشأ عندما تعتبرها أكثر تقييداً، بالقدر الذي يسمح به تشريع وتنظيم الدولة المضيفة.

الفصل الثامن - تنفيذ قرارات مجلس الأمن الدولي.

المادة 29: يتعين على الخاضعين:

- التنفيذ الفوري للقرارات الصادرة عن لجان تنفيذ قرارات مجلس الأمن الدولي المتخذة تحت الفصل السابع من ميثاق الأمم المتحدة، لاسيما تجميد الممتلكات ومنع الدخول في علاقة أعمال أو تنفيذ عمليات؛
- تهيئة الأنظمة الإلكترونية اللازمة لضمان تنفيذ القرارات الأممية المشار إليها في الفقرة الأولى أعلاه.

الفصل التاسع - العقوبات.

المادة 30: يعاقب على عدم الامتثال لأحكام القانون رقم 01-05 المذكور أعلاه، والنصوص المتخذة لتطبيقه لاسيما هذا النظام، بالعقوبات المقررة في التشريع الساري المفعول.

رئيس لجنة الإشراف على التأمينات



رئيس لجنة الإشراف على التأمينات

إمضاء: حاج محمد سبع